FEWS NET
FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK

TCHAD Perspectives sur la sécurité alimentaire — Octobre 2020 à mai 2021

Les bonnes récoltes améliorent la situation alimentaire malgré la COVID-19 et les inondations

MESSAGES CLÉS

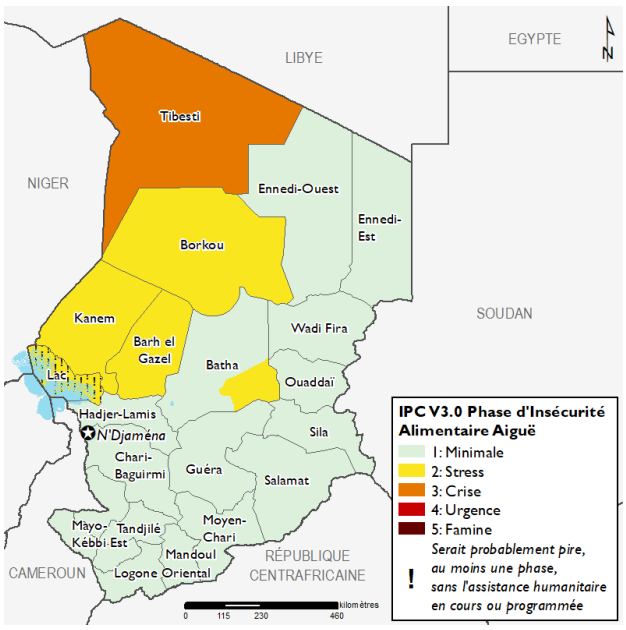
- La bonne pluviométrie enregistrée durant la saison, avec des cumuls excédentaires, a favorisé un bon déroulement de la campagne agropastorale 2020/2021. Malgré la succession de séquences sèches et d'inondations en certains endroits, la production attendue serait moyenne à légèrement supérieure. Les ménages de la plupart des zones agricoles et agropastorales ne seraient pas en insécurité alimentaire (Phase 1 de l'IPC) grâce aux bonnes récoltes en cours.

- Au Sahel, les marchés céréaliers continuent d'afficher des prix en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, à cause des fortes inondations et des coûts élevés du transport du fait des mesures liées à la COVID-19. L'accès alimentaire des ménages pauvres reste limité par les prix élevés du mil par rapport à la moyenne à Abéché (+15 %), Biltine (+9 %) et Moussoro (+14 %).

- Le couvre-feu et les restrictions de circulation entre autres mesures pour freiner la COVID-19 continuent d'affecter l'activité économique du pays. Ceci a eu un impact significatif sur les ménages très pauvres et pauvres ; les opportunités d'embauche étant plus limitées. Les ménages pauvres du Barh-El-Gazal et du Kanem peuvent couvrir leurs besoins de consommation, comme en année normale, mais ne peuvent s'engager dans des dépenses non alimentaires. Ils sont en Stress (Phase 2 de l'IPC).

- Les déplacés et ménages hôtes du Lac continuent de dépendre de l'assistance, des récoltes de la campagne pluviale et des produits de cueillette. Ils peuvent couvrir leurs besoins de consommation mais ne pourraient s'engager dans des dépenses non alimentaires essentielles. Ils seront en Stress (Phase 2! de l'IPC) grâce à l'assistance. Les ménages du Tibesti font face à des déficits en raison de l'accès limité aux aliments par suite de la COVID-19 occasionnant des hausses de prix sur les marchés Ils sont en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, octobre 2020



Source: *FEWS NET*

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

FEWS NET TCHAD
fewsinquiry.chad@fews.net
www.fews.net/fr/chad

L'activité du FEWS NET est financée par l'USAID. Les points de vue exprimés par les auteurs de la présente publication ne reflètent pas forcément le point de vue de l'Agence américaine pour le développement international ou du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

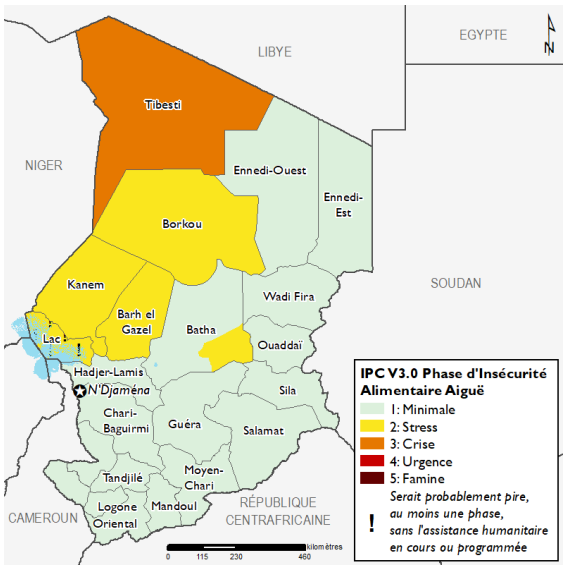
Mesures liées à la COVID-19 : La COVID-19 signalée depuis le 19 mars continue d'affecter les moyens d'existence des ménages pauvres en zone urbaine et rurale. La situation épidémiologique du 16 octobre relève un cumul de 1 404 cas recensés dans 17 des 23 provinces administratives avec 93 décès et 87 malades sous traitements. La fermeture des frontières, les restrictions sur le trafic routier (limitation du nombre de passagers et des horaires de circulation), le maintien du couvre-feu (entre 21h et 6h) et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'en mars 2021 pour contrôler la COVID-19, induisent une hausse des coûts des transports et la limitation des volumes de flux internes et transfrontaliers parmi d'autres effets, occasionnant une baisse des revenus des ménages pauvres. A titre illustratif, une analyse basée sur les moyens d'existence (*Household Economy Approach*) a provoqué une baisse de revenus de 34% en zone agropastorale et 19% en zone agricole, selon une récente étude de Save the Children publiée par OCHA le 23 octobre 2020, Par conséquent, l'accès aux aliments des ménages reste limité en raison des bas niveaux de revenus, des prix élevés dans les zones déficitaires agropastorales du Sahel comme au BEG (Bahr-el-Gazal) et au Kanem.

Agroclimatologie : Les cumuls pluviométriques excédentaires de la saison ont permis un bon développement des cultures malgré les séquences sèches rapportés par endroits. Selon des résultats préliminaires de la direction des Statistiques, les récoltes céréalières varient de moyennes à supérieures à la moyenne. Ces récoltes soutiennent la consommation alimentaire des ménages qui faisaient face à des difficultés en raison de l'épuisement de leurs stocks et un accès limité aux marchés durant la soudure.

Stocks céréaliers : Les bonnes récoltes, en cours, permettent le renouvellement des stocks des ménages même dans les zones défictaires du BEG et du Kanem à l'exception du BEG Sud.

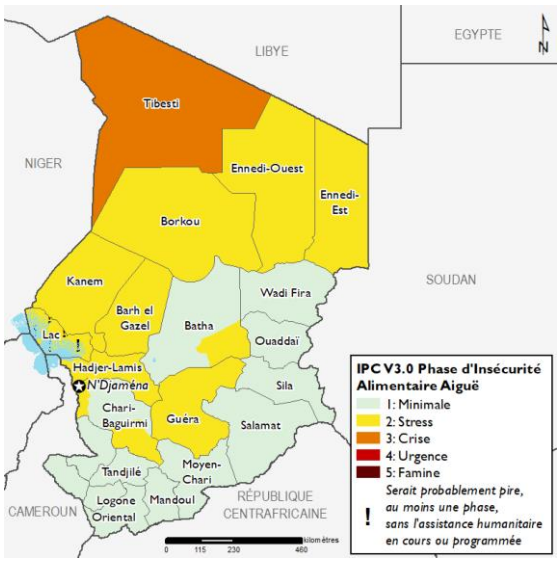
La main d'œuvre agricole : En zone soudanienne, une suroffre de main est rapportée dans les provinces du Mandoul et du Moyen-Chari. Dans le bassin rizicole (Mayo Kebbi Est et Ouest, Tandjilé), une baisse de l'offre de main d'œuvre est observée en raison de l'intensification des travaux de récolte auxquels se consacrent tous les y compris les ménages pauvres. Les coûts journaliers sont variables, entre la moyenne et légèrement supérieures comme à Sarh où la journée de travail est payée à 500 FCFA. A Bongor et Lai, le coût journalier de main d'œuvre est de 1500 FCFA contre 750 en année normale en raison d'une hausse de la demande suscitée par l'intensification des travaux de récoltes pour pallier les pertes de récoltes par pourrissement.

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 - janvier 2021



Source: *FEWS NET*

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février-mai 2021



Source: *FEWS NET*

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Ressources pastorales et mouvements du bétail : A la faveur des bons cumuls pluviométriques, les bonnes conditions pastorales sont favorables, le tapis herbacé est richement reconstitué et les mares sont remplies au-delà de leur niveau saisonnier. Ceci contribue à un bon état physique des animaux d'où une bonne disponibilité laitière. La descente des

transhumants vers les localités de la zone soudanienne est retardée du fait de la bonne disponibilité des ressources pastorales en zone de transhumance et de la présence des eaux d'inondations dans les zones d'accueil des provinces méridionales.

Marchés alimentaires : Malgré les bonnes récoltes qui devraient favoriser un bon approvisionnement des marchés dans la plupart des zones du pays, les volumes observés sont légèrement en deçà des niveaux d'une année normale en raison des coûts élevés des transports par suite de la COVID-19. En plus, l'approvisionnement interne des marchés du Lac est affecté par l'état d'urgence sécuritaire et ceux du Tibesti par la limitation des volumes de flux transfrontaliers de produits alimentaires importés de la Libye. Au Lac, l'offre de produits alimentaires est progressivement renforcée par les récoltes de maïs pluvial en cours. En zone soudanienne, les prix du mil ont amorcé une baisse du fait de la reconstitution des stocks durant cette période de récoltes. A titre illustratif, les prix du mil sont stables, par rapport à la moyenne, à Moundou (-4 %) et Moissala (+4 %) ou en légère hausse comme à Sarh (8 %). Par contre, les marchés céréaliers du Sahel continuent d'afficher des hausses en raison du ralentissement des flux et des coûts élevés du transport occasionné par le contexte de l'état d'urgence sanitaire en cours. Par ailleurs, la présence prolongée des transhumants dans les zones d'attache du Sahel soutient cette tendance haussière de la demande. Par conséquent, les prix du mil sont en au-dessus de la moyenne quinquennale comme à Abéché (15 **%**), Biltine (9 %), Mao (9 %), Mousoro (14 %) et Goz Beida (22 %).

Marchés à bétail : Une suroffre est observée sur les marchés à bétail dans les zones de transhumance et agropastorales en raison de la présence continue des transhumants dans les zones d'attache, couplée à l'arrêt des exportations et une faible demande intérieure de la part des ménages. La disponibilité des ressources pastorales favorise une bonne production laitière provoquant de bas prix pour les produits laitiers dans la plupart des localités des zones agropastorales et de transhumance.

Inondations et impacts sur la sécurité alimentaire : Dans le Mayo Kebbi Est, la destruction de la digue de protection sur l'axe Bongor – Katoa, a occasionné 34 062 sinistrés avec près de 17 000 hectares de culture détruits et 8 379 têtes de bétails perdus dans les inondations (source ; Sitrep inondations, *Chad Food security Cluster, October 2020*). Dans la Province du Lac, plus de 33 000 personnes ont été déplacées à cause des inondations qui ont détruit 14 000 hectares de cultures appartenant à plus de 55 000 exploitants. A N'Djaména, plus de 32 000 personnes sinistrées ont été recensées dans les différents arrondissements de la capitale selon les derniers chiffres officiels disponibles en septembre. Ces ménages ont perdu l'essentiel de leurs moyens de subsistance. Une évaluation conjointe des acteurs humanitaires et des structures gouvernementales a relevé des besoins humanitaires notamment en vivres et non vivres pour ces sinistrés des inondations. Les pertes de récoltes enregistrées couplées aux bas niveaux de revenus de ces ménages sinistrés limitent leur accès à la nourriture.

Conflits et mouvements de populations : Le Tchad abrite 883 583 personnes en déplacement dont 482 691 réfugiés (à l'est et au sud du pays par respectivement des réfugiés soudanais et centrafricains), 3 901 demandeurs d'asiles, 297 187 personnes déplacées internes et 30 461 retournés au Lac ainsi que 69 343 retournés tchadiens de la République Centrafricaine. En août 2020, plus de 2 500 nouveaux réfugiés soudanais ont trouvé refuge dans les localités de l'est du Tchad, par suite des rixes intercommunautaires dans le Darfour occidental. Selon OCHA, la recrudescence des attaques par des incursions d'éléments de Boko Haram accompagnées d'enlèvements d'individus, couplée aux inondations ont provoqué, de fin août 2020, le déplacement cumulé, depuis le début de la crise sécuritaire, de 363 807 personnes au Lac soit plus de la moitié de la population de la province.

Sources de revenus des ménages pauvres : Compte tenu des restrictions liées la COVID-19 et leur impact sur les opportunités d'embauche (main d'œuvre agricole et non agricole.) et les transferts d'argents (fermetures des frontières, réduction des opportunités économiques dans les zones ou pays de destination) les niveaux de revenus des ménages ont significativement baissé. En réponse, le petit commerce et l'intensification de la vente des récoltes ou de petits ruminants sont observés comme une stratégies alternative au travers du pays.

Sources de nourritures des plus pauvres : En cette période de moisson, les récoltes en cours constituent la principale source de nourriture des ménages très pauvres et pauvres dans la plupart des zones du pays. En zone soudanienne, la disponibilité des légumes hivernaux contribue à améliorer la consommation des ménages. La bonne disponibilité des produits laitiers (beurre, lait, etc.) pourvue par les conditions pastorales favorables complètent la consommation alimentaire dans les localités de la zone sahélienne.

Situation nutritionnelle : Une détérioration de la situation nutritionnelle est rapportée dans 18 des 23 provinces du pays, par la Direction de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire qui relève une hausse de 38 % des admissions dans les unités nutritionnelles par rapport à la moyenne des cinq dernières années en août 2020. Cette tendance est occasionnée par les

difficultés d'accès alimentaire couplées aux mauvaises conditions d'hygiène ainsi qu'aux ruptures de l'approvisionnement en intrants de quelques unités de prise en charge de la malnutrition. Au Lac, la hausse des admissions résulte des effets conjugués des conflits (mouvements de populations) accentuant l'insécurité alimentaire et des impacts de la COVID-19 sur les ménages hôtes pauvres ainsi que les déplacés.

Assistance humanitaire : Près de 214 608 déplacés internes (IDP) du Lac soit 72 pourcents des IDP recoivent une assistance alimentaire fournie par le PAM et ses partenaires. En réponse à la COVID-19, le PAM a assisté 1 694 ménages soit 10 164 personnes à N'Djamena et a apporté un appui logistique à l'ONASA pour la distribution à N'Djamena. Quelques interventions isolées de l'ONASA ont été enregistrées au bénéfice de plus de 700 ménages sinistrés de N'Djaména dans quelques sites d'accueil (Lycée de Walia, Adda1, etc.). Chaque ménage reçoit un kit alimentaire composé d'un sac de riz de 50 kg, d'un sac d'haricot de 25 kg, d'un sac de sucre de 10 kg, d'un bidon d'huile de 10 l. Ceci laisse apparaître des effectifs assez importants dans le besoin d'assistance alimentaire et du soutien en vue de reconstituer leurs moyens de subsistance, perdus durant la saison.

Situation de la sécurité alimentaire courante : Compte tenu des bons résultats de la campagne, des bonnes conditions pastorales (pâturage, eau) favorisant une bonne disponibilité laitière, les ménages de la plupart des zones agricoles et agropastorales sont en mesure de couvrir l'essentiel de leurs besoins de consommation malgré les bas niveaux de revenus. Ils sont en insécurité alimentaire minimale Phase 1 de l'IPC. Les déplacés du Lac vivant auprès des ménages hôtes sont en en Stress (Phase 2 ! de l'IPC) grâce à l'assistance humanitaire. Les ménages du Tibesti, affectés par la fermeture des frontières libyennes, sont confrontés à des déficits de consommation en raison des bas niveaux de revenus limitant leur accès aux marchés dont ils dépendent et où, les prix des produits alimentaires sont en hausse significative comparée à une la moyenne. Dans le reste du pays, une partie des ménages très pauvres du Kanem, du BEG, du Tibesti et dans certaines zones urbaines qui ont fait face à des pertes de revenu sont en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable, d'octobre 2020 à mai 2021, est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

Impacts des mesures sur la COVID – 19 : La persistance de la pandémie conduirait au maintien des mesures en fonction de la prévalence. Ceci maintiendrait le ralentissement de la vie économique nationale. Le maintien du couvre – feu et des restrictions de mouvement ainsi que la prorogation de l'état d'urgence jusqu'en mars 2021 continueraient de limiter le fonctionnement des activités économiques avec un impact sur le niveau de revenus des très pauvres et pauvres. Les restrictions sur les transports maintiendraient un coût élevé des transports, limitant les volumes des flux céréaliers internes ainsi que les produits manufacturés importés qui seraient d'autant plus affectés par la fermeture des frontières.

Agro climatologie : Des dates de fin de saison tardives ou moyennes sont prévues dans les localités de la zone méridionale. Durant cette période des séquences sèches longues ou moyennes seraient observées.

Prévisions des récoltes pluviales et perspectives de récoltes de contre-saison (*berbéré*) pour 2020/2021 : Malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, (légère baisse des emblavures, baisse de l'offre de la main d'œuvre), les séquences sèches, inondations, etc. les récoltes de la campagne pluviale varieraient, globalement, de moyenne à légèrement supérieure à la moyenne. Les bons cumuls pluviométriques, excédentaires, enregistrés mi-septembre favoriseraient un bon déroulement de la campagne de contre saison. Le *bérbéré*, en cours de repiquage dans le Sahel centre-est, les plaines du Mont Illi, Mayo Dallah, Mayo Boneye, etc. pourrait atteindre une production moyenne à légèrement supérieure à la moyenne en février. Cette perspective de production reste déterminée par un retrait normal des eaux d'inondations dans les parcelles et un niveau normal d'humidité résiduelle. Les semis de riz et de maïs, de contre-saison, interviendraient entre novembre et janvier **;** les productions attendues seraient autour de la moyenne. Au BEG et au Kanem, les récoltes seraient équivalentes à la moyenne et couvriraient les besoins de consommation jusqu'en février 2021. Les ménages dépendraient alors des marchés.

Disponibilité et approvisionnement des marchés : Compte tenu des bons niveaux globaux de production pluviale, l'approvisionnement des marchés serait soutenu par les nouvelles récoltes, d'octobre et celles de contre saison (maïs, *bérbéré*) jusqu'en février. Ceci réhausserait le niveau de l'offre sur les marchés. L'approvisionnement des marchés des zones insécures (Tibesti et Lac) se poursuivrait timidement en raison des facteurs sécuritaires (état d'urgence) et des mesures relatives au COVID-19 (fermetures des frontières).

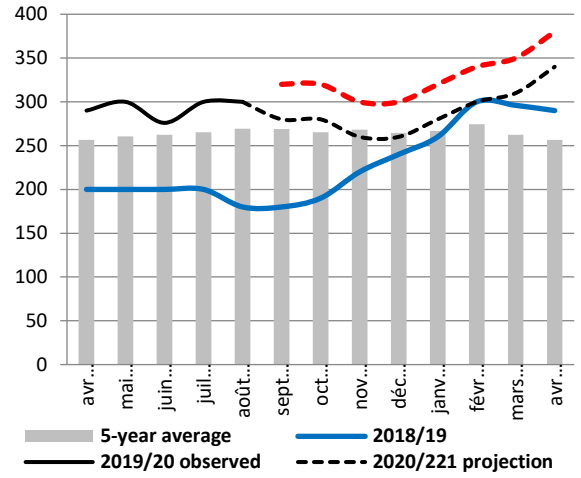
La demande des produits alimentaires et de bétail : La plupart des marchés de produits alimentaires à l'exception du BEG afficherait une baisse de de la demande céréalière par suite des bons niveaux de production. La demande institutionnelle (Office national de sécurité alimentaire : ONASA) pourrait être inférieure à la moyenne en raison des difficultés budgétaires auxquelles fait face l'Etat ces dernières années, consécutivement à la crise économique. Cependant, les achats humanitaires destinés à l'assistance resteraient proches de la normale en raison de bons niveaux de stocks reconstitués à partir des bonnes récoltes de la campagne pluviale.

L'offre de bétail : La limitation des exportations continuerait de causer une faible demande intérieure et les bonnes conditions pastorales et l'embonpoint satisfaisant favorisant une hausse des mises bas contribuerait à une suroffre sur les marchés à bétail.

Les ressources pastorales, la transhumance et l'embonpoint du bétail : Les conditions pastorales continueraient de s'améliorer jusqu'à fin janvier 2021, assurant la continuité d'un embonpoint satisfaisant. Cependant, par suite d'une mauvaise répartition pluviométrique rapportée au BEG sud, des difficultés pastorales conséquentes à une légère détérioration des ressources par rapport aux autres localités du Sahel Ouest serait observées.

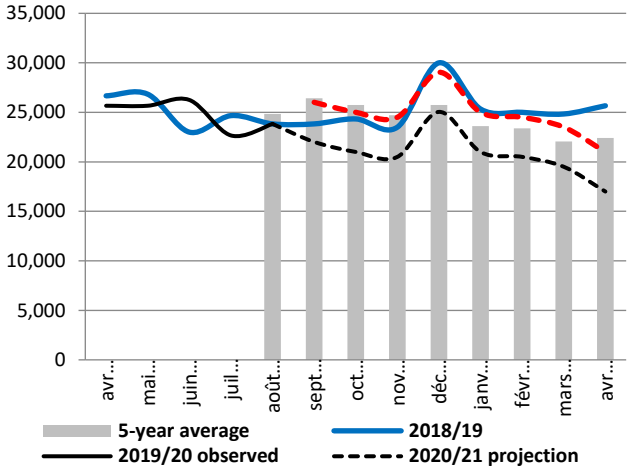
Le début de la transhumance s'effectuerait avec comme en année normale en raison de la bonne disponibilité des ressources pastorales (eau, et pâturage) dans les zones d'attache et des eaux d'inondation dans les zones d'accueil des provinces méridionales. Toutefois, une tendance à anticiper sur la dégradation du pâturage et la raréfaction de l'eau pousserait quelques pasteurs à descendre dès octobre.

Figure 1. Prix observes et projetés du mil à N'Djamena, CFA/kg, avril 2020 à avril 2021



Source : *FEWS NET*

Figure 2. Prix observes et projetés du mouton à N'Djamena, avril 2020 à avril 2021



Source : *FEWS NET*

Sources de revenus des ménages très pauvres et pauvres : Compte tenu du ralentissement des activités économique par suite des impacts de la COVID- 19 accentué par les inondations intervenues durant la soudure, les sources de revenus des ménages seraient en baisse durant toute la période d'analyse. L'arrêt des exportations du bétail couplé à une faible demande intérieure continuerait d'occasionner la baisse des revenus tirés de la vente de petits ruminants. En raison de la raréfaction des opportunités d'embauche en milieux urbains (emploi domestique, migration, vente d'articles parles ambulants, etc.), les revenus seraient en deçà de la normale. De même, les volumes des volumes des transferts d'argent resteraient faibles à cause des difficultés économiques dans les zones d'installation/ d'accueil des exodants/migrants.

Conflits et déplacements de population : Compte tenu du contexte sécuritaire caractérisé par des incursions isolées d'éléments armés de Boko Haram dans la province du Lac, avec le retrait des eaux entre février et avril, de nouveaux mouvements de populations pourraient être observés. Ceci pourrait perturberait les moyens d'existence des ménages hôtes et déplacés en raison de la pression sur les ressources.

Evolution de la MAG : Les bonnes productions pluviales couplées à la disponibilité laitière ainsi que les produits maraîchers contribueraient à une amélioration de la situation nutritionnelle entre octobre 2020 et janvier 2021. A partir de février 2021, la baisse de niveaux des stocks dans les zones structurellement déficitaires (BEG et Kanem) et les perturbations de moyens d'existence des ménages dans les zones insécures (Tibesti et Lac) couplés aux infections respiratoires occasionneraient une hausse des admissions dans les unités nutritionnelles.

Sources de nourritures des ménages pauvres : Les nouvelles récoltes soutiendraient la consommation alimentaire des ménages très pauvres et pauvres de la plupart des provinces du pays entre octobre 2020 et janvier 2021 comme en année normale. L'épuisement des stocks des ménages du Sahel Ouest (BEG et Kanem) à partir de mars 2021 pousserait à dépendre des marchés pour leur consommation durant tout le reste de la période du scénario, comme en année normale.

La tendance des prix : Malgré les récoltes en cours, la plupart des marchés céréaliers sahéliens affichent une tendance haussière des prix notamment. A N'Djaména, les prix des céréales connaissent une légère baisse mais restent en général, supérieure à la moyenne, grâce aux approvisionnements en provenance des zones agricoles et agropastorales par suite des récoltes de la campagne en cours et à une bonne disponibilité des produits de substitution. Cette tendance des prix se maintiendrait jusqu'en fin 2020, avant d'amorcer une hausse qui se maintiendrait jusqu'à fin mai 2020 à cause du ralentissement des flux et des coûts élevés des transports occasionnés par la COVID-19. Les prix du mouton à N'Djaména actuellement inférieurs à la moyenne resteraient à ce niveau avec une relative hausse ponctuelle, qui serait encore en deçà de la moyenne quinquennale, en décembre 2020 en raison des fêtes de fin d'année. Cette tendance baissière serait davantage prononcée à partir de mars à cause de la perte d'embonpoint consécutive à la soudure pastorale et une faible demande intérieure couplée à la limitation de l'exportation

Assistance alimentaire : L'assistance humanitaire au bénéfice des déplacés et ménages hôtes de la province du Lac se poursuivra jusqu'en fin d'année 2020. Cependant, les ménages sinistrés, victimes des inondations bénéficient des distributions alimentaires en cours afin d'aider à leur relèvement.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Entre octobre et janvier : La disponibilité des produits alimentaires serait assurée par les bonnes récoltes pluviales en cours, moyennes à légèrement supérieures à la moyenne, complétée de produits laitiers et maraîchers. Les ménages des zones agricoles et agropastorales pourraient ainsi couvrir leurs besoins de consommation durant 5 à 8 mois et seraient ainsi en insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC).

Malgré les bas niveaux de revenus occasionnés par la double crise, sanitaire et économique, l'accès aux marchés céréaliers des zones de faible production (BEG, Kanem) serait favorisé, entre octobre et novembre 2020, par des niveaux de prix stables voire inférieurs à la moyenne grâce aux approvisionnements à partir des zones de grande production. Ces ménages ont une consommation réduite d'adéquation minimale mais ne peuvent s'engager dans des dépenses non alimentaires essentielles ; ils sont en Stress (Phase 2 de l'IPC).

Les déplacés du Lac et les ménages hôtes continueraient de dépendre de l'assistance complétée par des quantités marginales de récoltes issues de superficies généralement réduites. Ils auraient une consommation alimentaire réduite d'adéquation minimale et ne pourraient s'engager dans des dépenses non alimentaires essentielles. Ils seraient en Stress (Phase 2! De l'IPC).

Au Tibesti, l'accès aux marchés serait limité par les faibles volumes de flux occasionnant des prix relativement élevés face à des niveaux de revenus en baisse par rapport à une année normale en raison de la pandémie de la COVID-19 et de l'insécurité ayant conduit à la fermeture des frontières. Les ménages pourraient faire face à des déficits de consommation et resteraient en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Entre février et mai, un épuisement normal des stocks serait observé dès fin février occasionnant une dépendance aux marchés de la plupart des ménages très pauvres et pauvres du BEG et du Kanem. Cependant, leur accès aux marchés serait limité par les bas niveaux revenus tirés de la vente du bois de chauffe, de petits ruminants et des transferts. Ces ménages seraient en Stress (Phase 2 de l'IPC). La consommation alimentaire des déplacés du Lac et des ménages qui les abritent dépendrait grandement de l'assistance. Ils ne pourraient faire face à d'autres dépenses non alimentaires essentielles. Malgré les revenus tirés de l'orpaillage artisanal et les sommes marginales provenant des transferts, les ménages du Tibesti ne pourraient accéder aux marchés pour satisfaire leurs besoins de consommation alimentaire. Ils seraient en Crise (Phase 3 de l'IPC).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LE SCENARIO

Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scenarios le plus probable

Zone	Evénement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	• Levée des restrictions relatives à la pandémie • Détérioration du contexte sécuritaire en Libye	• Reprise régulière des activités socioéconomiques (commerces et autres activités productives dont la main d'œuvre non agricole). • Normalisation des flux transfrontaliers conduisant à un renforcement de l'offre dans les zones déficitaires du BEG, Kanem ainsi qu'au Tibesti. Ceci faciliterait l'accès alimentaire des ménages pauvres. Leur consommation alimentaire serait améliorée et une plus grande partie de ménages de ces zones serait en insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC).
	• La détérioration du contexte sécuritaire en Libye	• Ceci continuerait d'affecter les ménages du Tibesti dont un plus grand nombre se retrouverait en Crise (Phase 3 de l'IPC)

ZONES DE PRÉOCCUPATION

Les parties Sud des provinces administratives du BEG et du Kanem dans la Zone 5 - « agropastorale»

Situation actuelle

Situation agricole : La bonne pluviométrie de la saison a favorisé un bon développement des cultures. Au Kanem, les cumuls fin septembre sont légèrement supérieurs à ceux d'une année normale tandis qu'au BEG sud, la situation est inverse avec un cumul autour de 200 mm. A la faveur de cette bonne pluviométrie, les cultures de pénicillaire et de maïs sont au stade de développement de maturité laiteuse à complète. Les premières récoltes de maïs semées à sec avec irrigation d'appoint et des variétés pluviales précoces ont débuté et sont en cours. Les légumineuses sont au stade d'inflorescence et de formation de gousses. Les estimations actuelles laissent apparaître une légère hausse de la production agricole comparée à la moyenne quinquennale dans le Kanem. En revanche, au BEG sud, la tendance de la production est en légère baisse comparée à la moyenne quinquennale en raison des séquence sèches enregistrées au cours de la campagne et leurs incidences sur le cycle des cultures. Les travaux préparatifs de la campagne de contre-saison (nettoyage des périmètre agricoles, mise en plage et entretien des pépinières) sont en cours en vue du repiquage de *berberé*. Cependant, les périmètres maraîchers restent occupés par les eaux d'inondation retardant ainsi le démarrage des activités maraîchères.

Situation pastorale et mouvements de bétail : Cette bonne répartition spatiotemporelle a favorisé un bon développement fourrager proche de la normale à l'exception des localités du département de BEG Sud où une légère baisse du tapis herbacé et un niveau légèrement inférieur à une année normale des points d'eau est observé. En dehors du BEG Sud, la recharge des points d'eau est globalement supérieure à la normale. Compte tenu de la bonne pluviométrie, un bon état d'embonpoint est observé sur la plupart du bétail. Conséquemment aux inondations enregistrées au cours de la saison dans les zones de transition, (Chari Baguirmi, Hadjer Lamis), on observe une stagnation du bétail dans les zones d'attache. Toutefois, un début de descente vers ces zones est observé par les petits ruminants en anticipation d'éventuelles séquences sèches.

Contexte des échanges commerciaux transfrontaliers : Les échanges commerciaux transfrontaliers demeurent limités en raison des restrictions aux frontières libyennes du fait de la pandémie du COVID-19 et de l'instabilité sécuritaire dans le sud du territoire libyen.

Offre et demande des produits alimentaires de base : Par suite de la perturbation suscitée par les achats tardifs de l'ONASA, l'offre dans les marchés du Sahel Ouest est inférieure à la normale en raison d'une baisse des approvisionnements dans les localités sources habituelles. Elle est uniquement pourvue par les stocks des commerçants également en baisse. L'offre des produits alimentaires est en baisse à cause des restrictions relatives au COVID-19, notamment la fermeture des frontières occasionnant la hausse des coûts des transports. En compensation, des baisses observées, l'offre en riz sur les marchés est exceptionnellement soutenue par les approvisionnements depuis N'Djaména.

Prix de produits alimentaires de base : En raison du bas niveau de l'offre de produits alimentaires sur les marchés, il est observé une hausse par rapport à la moyenne quinquennale sur les marchés céréaliers où le mil à Moussoro et le maïs à Mao affichent des hausses respectives de 14 % et 27 % en septembre 2020.

Tableau 1 : Prix des céréales sur les marchés de Mao et Moussoro

	Mil Moussoro	Mil Mao	Maïs Moussoro	Maïs Mao	Riz Moussoro	Riz Mao
sept-20	306	310	314	310	597	542
sept-19	220	233	241	183	600	500
Moy 5 ans	268	284	259	245	592	525
Variation Septembre 2020 % Septembre 2019	39%	33%	30%	69%	-1%	8%
Variation Septembre 2020 % Moy 5 ans	14%	9%	21%	27%	1%	3%

Source : *FEWS NET*

Offre et demande de bétail : Une suroffre est rapportée sur les marchés à bétail de la zone en raison du séjour prolongé des transhumants dont la descente vers les localités de la zone soudanienne est retardée comparativement à une année normale à cause des inondations qui limitent le déplacement des animaux. Cette suroffre est également due à la fermeture des frontières avec le Nigéria par suite des conflits avec Boko Haram dans le Lac et des mesures gouvernementales liées à la COVID-19 (fermeture de toutes les frontières nationales) limitant l'exportation ainsi qu'aux ventes massives occasionnées par la hausse significative des prix sur les marchés céréaliers.

Prix du bétail : Malgré la suroffre sur les marchés à bétail, la dynamique de prix affiche une stabilité sur les prix des petits ruminants à Moussoro à l'exception de Mao (-17 %) où une tendance baissière sur le prix des ovins est rapportée en raison de la présence prolongée des transhumants dans la zone.

Tableau 2 : Prix des petits ruminants sur les marchés de Mao et Moussoro

	Ovin Moussoro	Caprin Moussoro	Ovin Mao	Caprin Mao
sept-20	20600	15483	20316	15833
sept-19	19333	13000	19500	14166
Moyenne quinquennale Septembre	20488	15098	24521	16852
Var Septembre 2020% Septembre 2019	7	19	4	12
Variation Septembre 2020 % Moy 5 ans	1	3	-17	-6

Source : *FEWS NET*

Termes de l'échange (TdE) : A Moussoro, les termes de l'échange ovin/mil sont en défaveur de l'éleveur qui doit vendre deux têtes d'ovins pour se procurer un sac de céréales de 100 kg. Cette variation des TdE est plus accentuée que la même période de l'année 2019 (-14 %) mais demeurent stables par rapport à la moyenne quinquennale.

Tableau 3 : Termes de l'échange ovin/mil

	Ovin/Mil
Septembre 2020	51 kg/animal
Septembre 2019	59 kg/animal
Moyenne de 5 ans	56 kg/animal
Var Septembre 2020 Septembre 2019	-14%
Var Septembre 2020 / Moyenne 5 ans (Sept)	-9%

Source : *FEWS NET*

Sources de nourriture : Les ménages s'orientent sur les marchés pour leur consommation en cette période de récolte pendant que les prix sont au plus bas. Ils utiliseront leur propre stock issu des récoltes en cours pendant la période de soudure ou lorsqu'ils n'auront plus la capacité d'acheter des aliments au marché. De plus, selon le PAM, l'assistance alimentaire (réponse à la COVID-19 et intervention saisonnière) fournie en fin de soudure bénéficie à 54 % des ménages très pauvres et pauvres durant les trois derniers mois.

Sources de revenus : la vente des bois de chauffe, de paille et de petits ruminants, la main d'œuvre agricole et les transferts des migrants constituent les principales sources de revenus des ménages très pauvres. Quoique réduits par la morosité économique due à la COVID-19, ces revenus contribuent à améliorer l'accès aux aliments à travers des achats sur les marchés pour sécuriser leurs stocks reconstitués à partir de leurs propres récoles.

Stratégies d'adaptation : La vente de petits ruminants s'intensifie à fin de permettre aux ménages de disposer de ressources suffisantes pour accéder au marché durant les récoltes et de pouvoir conserver leur stock. En plus de ceci, une intensification du petit commerce (vente en détail de produits alimentaires de base, tels qu'oignon, ail, piment, sel, riz, etc.) est remarquée pour compléter les niveaux de revenus de ménages.

Situation nutritionnelle : Malgré la disponibilité des produits alimentaires de base notamment les nouvelles récoltes et le lait devant contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants dans les deux provinces, BEG et Kanem, la situation nutritionnelle demeure toujours préoccupante. Le retrait de certains partenaires techniques (ONG ACF) appuyant le volet, le ralentissement de la chaine d'approvisionnement en intrants thérapeutiques perturbent la prise en charge de la malnutrition. Ceci occasionne un relâchement de la fréquentation des unités de prise en charge créant ainsi une détérioration de l'état nutritionnel des enfants. Cette situation se traduit par une hausse des admissions de 7 %, en août 2020 par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Assistance humanitaire : Une assistance alimentaire est fournie sous forme de vivres (céréales, légumineuses, huiles et sel) à une population de 104 777 personnes dans le BEG et 54 093 dans le Kanem. Un effectif de 7,5% de cette population sont des enfants bénéficiant des intrants nutritionnels de 6 à 23 mois et 5 % de femmes enceintes et/ou allaitantes. La ration délivrée à chaque ménage, en deux cycles de distribution séparés, de 45 jours, couvrant ainsi un trimestre durant la soudure. La ration journalière par individu comporte 300 g de céréales, 70 g de légumineuses, 25 g d'huile, 5 g de sel. En plus de cette ration, les femmes enceintes et allaitantes reçoivent 200g de CSB++. Des interventions en réponse à la pandémie de la COVID-19 ont couvert jusqu'à fin septembre, 10 007 personnes dans le BEG et 7 835 dans le Kanem.

Situation alimentaire courante : Malgré l'apport des produits des récoltes en cours complétée du lait et des achats sur les marchés, l'intensification des ventes de petits ruminants pour contrer les prix relativement élevés des céréales, l'accès alimentaire des ménages reste limité. Les ménages très pauvres et pauvres du BEG et Kanem ont consommation alimentaire réduite d'adéquation minimale..Par conséquent, ils sont en Stress (Phase 2 de l'IPC)

Suppositions

Le scénario le plus probable d'octobre 2020 à mai 2021 pour cette zone est basé sur les hypothèses suivantes :

Campagne agricole de contre-saison : Les travaux de la campagne de contre-saison se dérouleraient comme en année normale ; ils seraient favorisés par l'humidité résiduelle et assisterait à une hausse des emblavures par suite de l'enthousiasme à développer les cultures maraîchères dû à l'appui d'organisations humanitaires et de projets de développement présents dans la zone. Ceci pourrait créer quelques opportunités d'emploi au bénéfice des ménages très pauvres et pauvres. Malgré ceci, l'offre de main d'œuvre resterait supérieure à son niveau normal en raison des faibles opportunités d'embauche dans les autres secteurs d'activité (manutention, migration, etc.) par suite des impacts négatifs de la COVID-19.

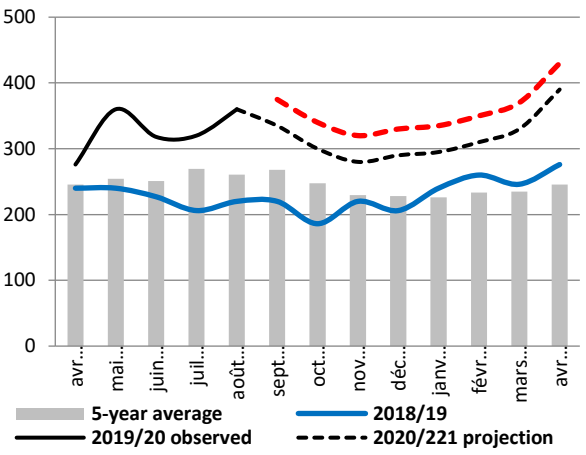
Prix du bétail : compte tenu des restrictions relatives à la COVID-19 (exportation limitée), malgré le bon état physique des animaux, jusqu'à janvier 2021, les prix seraient inférieurs à la moyenne à l'exception des fêtes de fin d'année et du Maouloud (naissance du Prophète Mahomet) durant lesquelles, de légères hausses ponctuelles pourraient être observées. Toutefois, ces hausses resteraient en deçà d'une année normale à cause d'une faible demande. Cette dynamique des prix se maintiendrait et serait davantage accentuée, à partir de février 2021, en raison de la détérioration de l'embonpoint durant la soudure pastorale

Offre sur les marchés : L'offre sur les marchés serait normale jusqu'à janvier grâce aux bons niveaux des récoltes. Une baisse de l'offre serait observée dès mars prochain, comme en année normale.

Projections des prix : Les prix des céréales seraient moyens à légèrement supérieurs à la moyenne d'octobre à février malgré les récoltes en cours en raison du ralentissement des flux et des coûts élevés des transports. Par ailleurs, la baisse des volumes des flux de produits manufacturés en provenance de la Libye occasionnerait une grande consommation de mil. Le stock des ménages s'épuiserait dès février comme en année normale. On observerait une tendance haussière à partir de mars 2021 en raison de la baisse des niveaux de stocks des ménages les rendant dépendant des marchés.

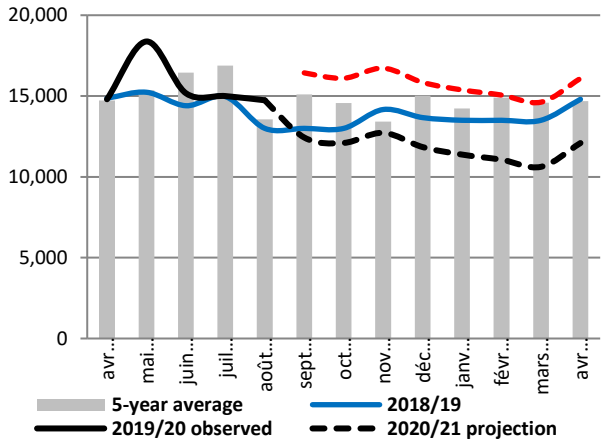
Sources de revenus : Par suite de l'impact de la COVID-19 sur l'économie du pays déjà marquée par la chute du cours du pétrole depuis plus de cinq ans, les opportunités d'embauche (main d'œuvre agricole, maçonnerie, migration, transferts des migrants, etc.) continueraient de s'effriter. On assisterait à une érosion continue des autres sources de revenus à cause de la perte des capitaux. Les niveaux de revenus des ménages très pauvres et pauvres resteraient faibles, en deçà des niveaux d'une année normale. Par conséquent, leur situation alimentaire connaitrait une dégradation. Avec une contraction de l'économie projetée à 0,2 % (par rapport au taux de croissance de 4,8 % prévu avant la pandémie), selon la Banque Mondiale, la pandémie de COVID-19 impacterait négativement les perspectives macroéconomiques au Tchad. La baisse de la demande des exportations, la réduction des apports des investissements directs étrangers, la fermeture des frontières, et les mesures de distanciation sociale risquent de replonger le pays dans une récession jusqu'en 2021

Figure 3. Prix observes et projetés du mil à Moussoro



Source : *FEWS NET*

Figure 4. Prix observés et projetés du bouc à Moussoro



Source : *FEWS NET*

Des ventes continues de petits ruminants continueraient d'être observés et se maintiendraient jusqu'à mars 2021 pour faire face aux prix élevés sur les marchés céréaliers. La stagnation des transhumants dont la descente vers les localités de la zone soudanienne serait retardée par les inondations sur le trajet et dans les zones d'accueil de la transhumance contribuerait à cette suroffre des petits ruminants sur les marchés à bétail locaux.

La disponibilité des produits alimentaires importés serait en baisse par rapport à une année normale en raison de la limitation des flux en provenance de la Libye principalement, induite par la pandémie.

Assistance humanitaire : Aucune assistance n'est prévue durant la période d'analyse.

Résultats le plus probable de la sécurité alimentaire

Entre octobre 2020 et janvier 2021, les bonnes récoltes renforceraient la disponibilité alimentaire des ménages et permettraient de couvrir leurs besoins alimentaires. Une vente massive de petits ruminants visant à se procurer des revenus pour accéder aux marchés couplés aux achats intensifs sur les marchés en vue de sécuriser les stocks serait observé. Un développement du petit commerce, nouvelle stratégie adoptée par de nombreux ménages très pauvres et pauvres, sera observé en vue de compenser les pertes de revenus occasionnées par la COVID-19. Ces ménages auraient une consommation alimentaire réduite d'adéquation minimale et ne pourraient s'engager dans des dépenses non alimentaires essentielles. Ils seraient en Stress (Phase 2 de l'IPC).

Entre février et mai 2021, compte tenu de la baisse des stocks et de l'accès limité aux marchés en raison des faibles revenus, la consommation alimentaire connaîtrait une baisse qui s'accentuera vers la fin de la période. Face à une baisse des revenus occasionnée par la raréfaction des autres sources notamment les opportunités d'embauche ainsi que les prix stables sur les marchés à bétail, la plupart des ménages intensifieraient le petit commerce de produits alimentaires. Par conséquent, les ménages du BEG et du Kanem continueraient d'avoir une consommation alimentaire réduite et ne pourraient s'engager dans des dépenses non alimentaires essentielles. Ils resteront en Stress (Phase 2 de l'IPC) alimentaire.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LE SCENARIO

Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scenarios le plus probable

Zone	Evénement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Partie sud de la zone 5 (BEG, Kanem)	• Levée des mesures • Reprise régulière des flux internes et transfrontaliers (Libye notamment) • Distributions des céréales à prix modérés	La levée des mesures favoriserait la reprise des flux transfrontaliers et les achats des petits ruminants destinés à l'exportation. Ceci favoriserait une légère augmentation des revenus et une baisse des prix de produits alimentaires (céréales et autres produits manufacturés importés). Il en résulterait un meilleur accès des ménages aux marchés et donc une amélioration de leur consommation alimentaire. Ils ne seraient donc plus en insécurité alimentaire (Phase 1 de l'IPC).

La région du Lac dans la Zone 8 - « Zone ouest agropastorale et de pêche »

Situation actuelle

Les conflits et mouvements des populations : Le contexte sécuritaire demeure instable et caractérisé par des incursions isolées des éléments de Boko Haram en divers endroits de la province du Lac, des mouvements préventifs par suite des menaces. En septembre, les données fournies par l'assistance humanitaire évaluent à 294 671 personnes déplacées internes (Source : OIM/OCHA, Septembre 2020).

Agroclimatologie : La plupart des déplacés ne disposent pas de terres agricoles propres ; certains, moins nombreux, sont attributaires de superficies très modestes d'un quart d'hectare aménagées par les acteurs humanitaires. D'autres travaillent dans les périmètres agricoles appartenant aux ménages qui les abritent ou encore exploitent, sous forme de métayage, durant l'hivernage des terres d'à peine 1 hectare. Les récoltes de la campagne pluviale sont terminées. Selon l'ANADER/DSA, une hausse des superficies emblavées par rapport à la moyenne quinquennale a été rapportée durant cette campagne. Malgré les inondations enregistrées et les contraintes sécuritaires, une hausse de la production est attendue.

Tableau 4. Superficies cultivées au Lac, ha

Années	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	Moyenne (2015/16-2020/21)	Variation 2019/20%Moy 5 ans
Sup. en pluviale	126731	123955	107218	115301	116986	148681	118038	26%

Source : *DSA/Antenne ANADER Bol*

Main d'œuvre agricole : Compte tenu de l'état d'urgence sécuritaire et de l'impact de la COVID-19 sur les coûts de transport, l'effectif des migrants saisonniers en provenance du BEG et du Kanem en quête d'emplois agricoles est en baisse par rapport à une année normale. Cependant, l'afflux de nouveaux déplacés du conflit de Boko Haram a occasionné une hausse de l'offre en main d'œuvre. Malgré la hausse de superficies enregistrées, les travaux de récolte sont réduits au niveau familial. Les coûts pratiqués sont de 1500 FCFA, en baisse de 25 pourcents par rapport à une année normale (2000 FCFA).

Situation pastorale et mouvements de bétail : Les cumuls pluviométriques depuis le début de la saison ont favorisé l'émergence d'un tapis herbacé en volume supérieure à une année normale. Identiquement, la disponibilité de l'eau d'abreuvement est supérieure à une année normale grâce à une bonne recharge des points d'eau par suite des bonnes précipitations. La plupart des troupeaux se trouve dans les localités de BEG et Kanem sur les terres dunaires, comme en année normale, en prévention des attaques saisonnières de la glossine. Un retour aux abords du lac pour profiter du pâturage riverain en prélude à leur entrée dans les îles est amorcé. Cependant, un attroupement dans les localités sud de la province jugée plus sécures est observé.

Marchés céréaliers et de produits de rente : Compte tenu des bons niveaux de production favorisés par un bon déroulement de la campagne (cumul pluviométrique excédentaire), l'approvisionnement des marchés connaît une nette amélioration grâce aux nouvelles récoltes en cours. Une inflexion de la demande est observée à cause des récoltes en cours contribuant à reconstituer les stocks des ménages. De nombreux ménages de déplacés et hôtes disposent de produits de récoltes de leur propre production et des paiements en nature. La demande commerciale est importante puisque les commerçants doivent reconstituer leur stock. La dynamique des prix du mil et du maïs affiche une hausse par rapport à la même période de l'année 2019 pour les deux spéculations. Cependant, comparé à la moyenne quinquennale, le mil est stable (+3 %) alors que le maïs est en hausse de 24 %. Cette tendance des prix s'explique par la bonne production de mil en cours facilitant le renouvellement des stocks alimentaires des ménages hôtes. Ceci limite significativement leur dépendance par rapport au marché pour leur consommation alimentaire. En plus des récoltes, le déploiement de l'assistance en réponse à la pandémie et aux inondations par la communauté humanitaire aux ménages vulnérables contribue à abaisser les niveaux des prix sur les marchés céréaliers.

Tableau 5. Prix des céréales à Bol

	Mil Bol	Maïs Bol
sept-20	280	240
sept-19	182	150
Moyenne quinquennale Septembre	290	194
Var Septembre 2020% Septembre 2019	54%	60%
Variation Septembre 2020 % Moy 5 ans	-3%	24%

Source : *FEWS NET*

Marchés à bétail : Compte tenu de l'éloignement des transhumants sur les terres dunaires, frontalières du BEG et du Kanem l'offre sur les marchés est en baisse. La limitation des échanges transfrontaliers continue de réduire la demande sur les marchés à bétail. Par ailleurs, la fermeture des frontières par suite de l'instabilité sécuritaire et des règles sanitaires fait baisser la demande. Face à une offre et une demande réduite, les prix des animaux sur le marché à bétail de Bol sont stables (ovin) et en hausse (caprins) par rapport à la moyenne quinquennale.

Tableau 6. Prix de petits ruminants à Bol

	Ovin Bol	Caprin Bol
sept-20	23 267	15 000
sept-19	26 875	14 656
Moyenne quinquennale Septembre	22 375	11 265
Var Septembre 2020% Septembre 2019	-13 %	2 %
Variation Septembre 2020 % Moy 5 ans	4 %	33 %

Source : *FEWS NET*

Les flux commerciaux avec le Niger, le Nigeria et la Libye : La crise sanitaire en cours vient accentuer les impacts négatifs déjà présents par suite de la fermeture des frontières décidée en vue de limiter la dégradation du contexte sécuritaire provoquée par Boko Haram. Il en résulte le ralentissement systématique des échanges commerciaux avec le Nigéria, le Niger et la Libye.

La pêche : A la faveur du relatif calme sécuritaire, une timide reprise de la pêche est observée sur les rebords du lac jugés mieux sécurisés. La pêche dans les eaux profondes reste interdite en observance des mesures sécuritaires gouvernementales en vigueur et les volumes de capture restent inférieurs à ceux d'une année normale.

L'artisanat : Cette activité est intensifiée en vue de compenser les pertes enregistrées par suite des conflits liés à Boko Haram.

Assistance humanitaire : Dans le cadre de la réponse à la COVID-19, le PAM a fourni deux cycles d'assistance à travers des distributions générales ciblées (DGC) à 16 170 personnes dont 11 658 bénéficiaires lors du second tour mi-septembre dans les chefs-lieux de départements. Une assistance saisonnière a été fournie à 117 895 personnes issues des ménages hôtes dont des DGC (106 536) ainsi que des kits nutritionnels en prévention de la malnutrition aiguë modérée (MAM) à 6 571 enfants et 4 788 femmes enceintes et allaitantes durant la soudure. Par ailleurs, une assistance humanitaire est fournie à une population de 214 608 déplacés soit 73 % des effectifs des IDP enregistrés à fin septembre. Plus de 87 000 personnes demeurent privées de l'assistance en raison des restrictions sécuritaires décidées par le gouvernement rendant inaccessibles les localités de Kaiga et Tchoukoutalia, déclarées zones de guerre.

Situation alimentaire courante : Les bonnes récoltes en cours ainsi que les vivres distribués par l'assistance humanitaire complétés de faibles volumes de poissons capturés par les déplacés constituent un grande part de la consommation alimentaire des ménages de déplacés et hôtes. Les liens de solidarité conduisent régulièrement au partage des repas entre nouveaux et anciens déplacés ainsi qu'avec les ménages hôtes. Malgré les ventes de produits de pêches et l'intensification de la production artisanale, la plupart des déplacés fait face à des bas niveaux de revenus. Par conséquent, ils ne peuvent pas faire face à des dépenses non alimentaires de base ; ils sont en Stress (Phase 2 ! de l'IPC) grâce à l'assistance humanitaire

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable d'octobre 2019 à mai 2020 pour le lac Tchad est basé sur les hypothèses suivantes :

Campagne agricole de contre-saison : La bonne pluviométrie enregistrée occasionnerait une humidité résiduelle supérieure à une année normale qui favoriserait le bon développement des cultures de contre-saison. La production de cette campagne serait proche de la moyenne, voire légèrement supérieure à la faveur des bonnes conditions de température.

Main d'œuvre agricole : L'offre de main d'œuvre serait supérieure à une année normale en raison de l'affluence de nouveaux déplacés qui vendraient leurs forces de travail à la recherche de revenus. Face à cette suroffre, la demande serait stable voire inférieure à une année normale. Les coûts journaliers pourraient connaître une baisse de 20 à 25 % par rapport à une année normale soit 1750 à 1500 FCFA contre 2000 FCFA par jour.

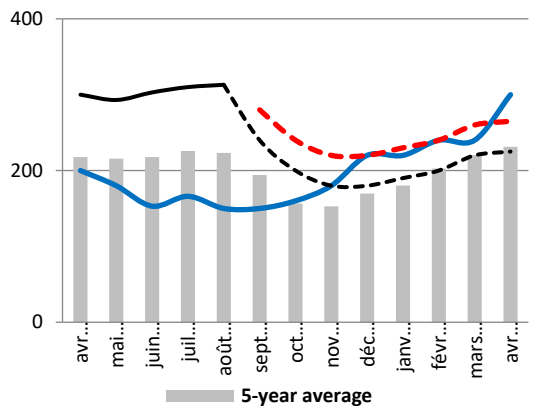
Situation pastorale : La disponibilité en eau et en pâturage pourrait satisfaire les besoins des animaux jusqu'à la période de soudure pastorale, entre avril et juin, comme en année normale.

Mouvements des troupeaux : Les mouvements de bétail seraient plus concentrés au sud de la province en raison de l'insécurité au nord et dans les localités insulaires. Ceci conduirait à une pression pastorale dans cette partie de la province.

Offre et demande de produits alimentaires : Entre octobre 2020 et janvier 2021, la disponibilité de produits alimentaires issus des nouvelles récoltes et les bonnes perspectives de la campagne de contre saison ainsi que de l'assistance soutiendraient la disponibilité des produits alimentaires dans les ménages.

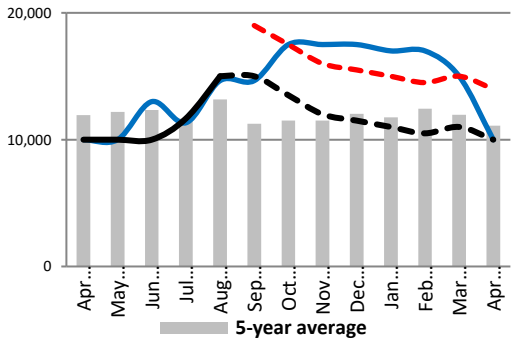
Prix, ventes, revenus de produits alimentaires : Compte tenu des bonnes récoltes en cours qui renforceraient le niveau des stocks des

Figure 5. Prix observés et projetés du maïs à Bol, CFA/kg



Source : *FEWS NET*

Figure 6. Prix observés et projetés du bouc à Bol, CFA



Source : *FEWS NET*

ménages, l'offre sur les marchés céréaliers et de bas niveaux de revenus de la plupart des ménages, les prix de produits alimentaires connaîtraient une baisse, se rapprochant de la moyenne entre octobre et novembre avant d'amorcer une hausse à partir de décembre et seraient autour de la moyenne, entre octobre 2020 et janvier 2021.

Le conflit : L'instabilité du climat sécuritaire pourrait compromettre l'approvisionnement des marchés à partir de fin janvier 2021 à cause du retrait des eaux entre février et mars 2021, ce qui pourrait ainsi favoriser les incursions d'éléments de Boko Haram. De probables mouvements de personnes liées à ces attaques pourraient être enregistrés.

Assistance humanitaire : L'assistance alimentaire fournie prioritairement aux déplacés et aux ménages hôtes les accueillant, en cours, suivant une périodicité de 45 jours se poursuivrait jusqu'à fin décembre 2020.

Etat nutritionnel : Compte tenu des bons niveaux d'apports alimentaires pourvus par les nouvelles récoltes en cours et l'assistance humanitaire, l'état nutritionnel des enfants connaîtrait une légère amélioration entre octobre 2020 et janvier 2021. L'apparition des infections respiratoires et autres pathologies (méningites) complétée d'une inadéquation de la ration alimentaire contribueraient à une dégradation de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois entre février et mai 2020

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire

Entre octobre 2020 et janvier 2021, la disponibilité des récoltes de la campagne agricole pluviale (produits de paiement en nature pour les déplacés et propre production pour les ménages hôtes) complétée des prémices de la contre-saison et de l'assistance humanitaire amélioreraient la consommation alimentaire des ménages déplacés et hôtes. En compensation de leurs pertes de revenus occasionnée par la dégradation des contextes économiques et des impacts négatifs des crises sanitaire (COVID-19) et sécuritaire défavorables, les déplacés intensifieraient la pêche jusqu'en novembre. Cette activité serait relayée par la main d'œuvre agricole de la campagne de contre-saison froide et se poursuivrait jusque mi-février, période des récoltes. Malgré ces stratégies et la disponibilité des ressources alimentaires, les ménages ne pourraient faire face à des dépenses non alimentaires essentielles ; ils seraient sous Stress (Phase 2! de l'IPC) grâce à l'assistance.

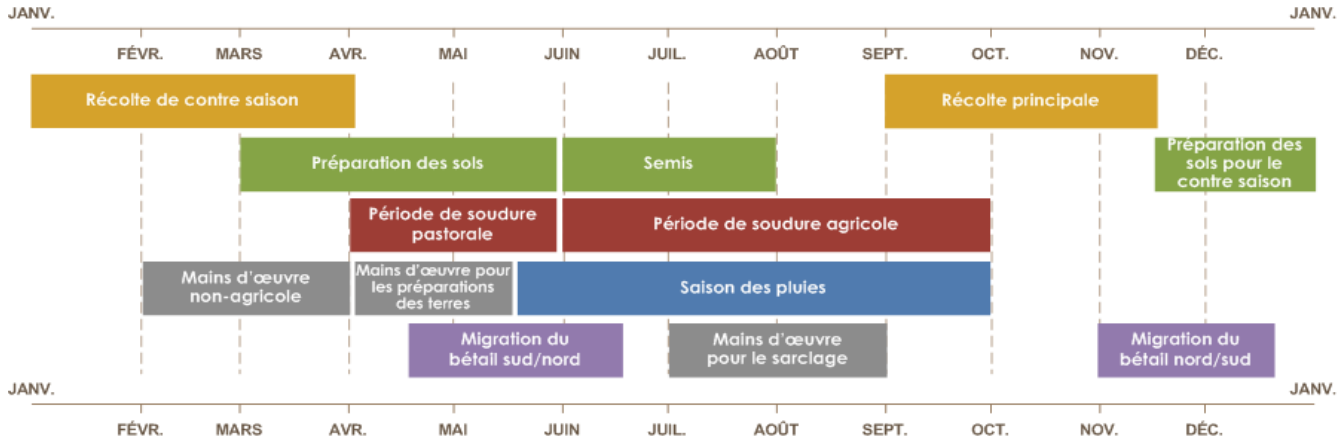
Entre février et mai 2021, malgré le partage des repas entre les ménages hôtes et déplacés et les vivres distribués par l'assistance humanitaire, les ménages dépendraient pour une part des achats sur les marchés pour compléter leur consommation alimentaire. Cependant, compte tenu des faibles revenus tirés de la vente de produits artisanaux (tissage de nattes) vente de bois de chauffe, etc. l'accès aux marchés serait limité en raison prix élevés. Il resteraient en Stress (Phase 2! de l'IPC) grâce à l'assistance

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LE SCENARIO

Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scenarios ci-dessus

Zone	Evénement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Lac Tchad	• La recrudescence des conflits de Boko haram • La détérioration de la situation sanitaire liée à la COVID – 19 - • La baisse de volume de l'assistance humanitaire	• La détérioration du contexte sécuritaire avec son corollaire de mouvements de populations provoquerait de nouveaux afflux de déplacés. Il en découlerait une pression sur les ressources des ménages hôtes et des anciens déplacés ainsi qu'une concurrence sur les moyens d'existence de ces derniers. La persistance de la prévalence de la COVID-19 couplée au maintien de l'état d'urgence sécuritaire/sanitaire limiteraient la circulation et donc l'approvisionnement des marchés. Par conséquent l'accès des ménages hôtes et déplacés aux marchés déjà affectés par les restrictions serait davantage accentué. Par conséquent, ils pourraient faire face à des déficits de consommation et seraient en Crise (Phase 3 de l'IPC).

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE

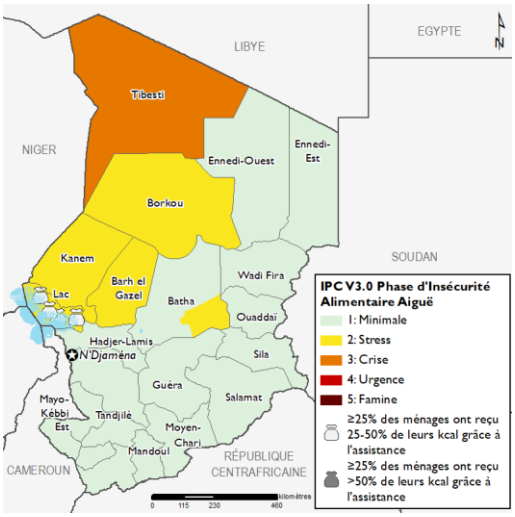


Source: *FEWS NET*

*RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIANT DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE**

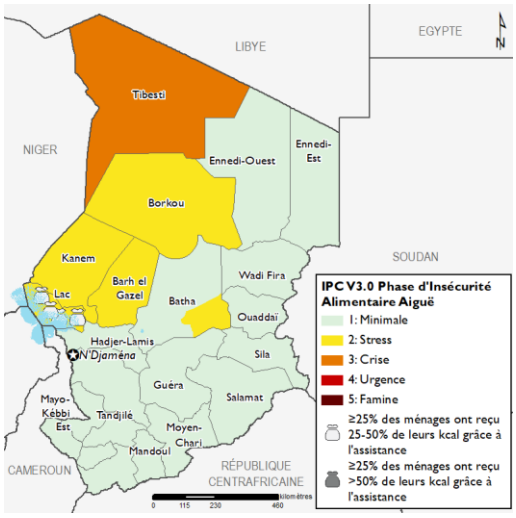
Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/devraient être fournis. Le symbole ☃ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne 25–50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Le symbole 🎒 indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L'emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d'être rétrogradées d'au moins un échelon en l'absence d'aide humanitaire en cours ou programmée.

Actuel, octobre 2020



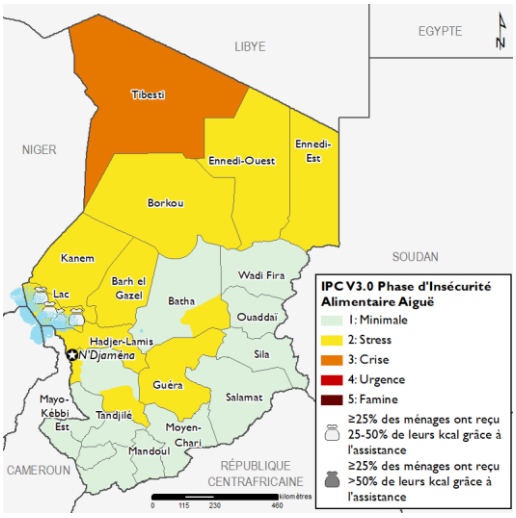
Source: *FEWS NET*

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 à janvier 2021



Source: *FEWS NET*

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mai 2021



Source: *FEWS NET*

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus cliquez ici.